

# IMPACT DES AMÉNAGEMENTS SUR LA MER EN PROVENCE-CÔTE D'AZUR

**Alexandre Meinesz**

Le grignotage du domaine public maritime s'est développé surtout de 1965 à 1985. Au début seuls des arguments d'ordre esthétique étaient avancés pour dénoncer le bétonnage de la mer. Ce fut l'époque de lever de bouclier de hautes personnalités en villégiature sur la côte. L'Union Régionale de protection de la Vie et de la Nature (URVN) fut alors créée regroupant très vite plus de 200 000 adhérents. Le catalyseur de la révolte fut la construction de marinas à Cannes et d'immeubles sur la mer à Bormes les Mimosas. Un pamphlet : « la Côte d'Azur assassinée » dénonçait ces outrages.

La construction d'un nouveau port, d'un parking sur la mer, d'une plage artificielle gagnée sur la mer est toujours justifiée économiquement pour les communes concernées. L'étude d'impact est donc souvent perçue par beaucoup d'aménageurs comme une contrainte à surmonter. Combien de fois ce discours a été tenu : « Regardez cette maquette : ce port est beau, il s'intègre bien dans les courbes de la côte, il va attirer les touristes, il va créer des emplois, il va produire des taxes diverses au profit de la commune, il va occuper un certain temps les entreprises du bâtiment qui en ont bien besoin. »

Le face à face de la considération esthétique de la Côte d'Azur vue par les écologistes et les aménageurs tournait le plus souvent à l'avantage des derniers.

C'est alors que l'on a enfin pensé aux impacts sur la vie marine. Au début l'idée était hérétique. Un port n'est pas une pollution ! C'était l'époque où les analyses de mercure, de bactéries ou de produits pétroliers focalisaient tous les laboratoires d'océanographes. Qu'une analyse révèle des doses hors normes et c'était l'alarme généralisée : la fin de la Méditerranée était programmée. La mode a fait fonctionner nombre de laboratoires qui entretenaient ainsi la pensée unique de leur définition de la pollution. Qu'une baie entière soit comblée par le béton des aménageurs ne représentait aucun intérêt pour les chimistes et bactériologistes marins. Dénoncer politiques et institutions d'État, bailleurs

de fonds de leur recherche, était également impensable. L'argumentation des opposants aux aménageurs était faible : comment prouver qu'un port est nocif pour le milieu ? Les fonctionnaires de haut rang s'amusaient à dire avec conviction : « Regardez l'étendue de la mer : un port c'est une goutte d'eau insignifiante pour la mer ».

La pratique de la plongée et l'analyse des cartes marines a fourni des arguments précis : l'évidence d'un impact sévère s'est petit à petit affirmée.

De Menton à Martigues (Alpes-Maritimes, Var et est des Bouches-du-Rhône) il y a 650 km de côtes (linéaire calculé sur les cartes au 1/25 000<sup>e</sup>). Devant ce littoral la pente sous-marine est forte : le plateau continental est très exigu. On a mesuré la surface des petits fonds : devant les 650 km de côtes on ne trouve que 31 463 hectares de petits fonds situés entre 0 et - 20 mètres de profondeur. C'est peu : cette surface rentre dans un carré de 18 km de côté ! Or c'est là que se développe la vie sous-marine la plus riche. Précisons : la vie sous-marine fixée ou vivant sur le fond (les biologistes la qualifient de vie *benthique*) par opposition à la vie marine qui « flotte » et n'a pas besoin du sol marin pour vivre (plancton végétal et animal, poissons, cétagés...ou vie *pélagique*). Ainsi en ce qui concerne la vie qui se développe sur le fond, on ne trouve devant la Côte d'Azur qu'un fin liséré où elle est bien représentée. Il est utile de comparer cette situation avec celle d'un oasis au milieu du désert où l'eau est le facteur déterminant la richesse biologique. En Méditerranée, c'est la lumière qui est le facteur prépondérant. Son intensité diminue vite au fur et à mesure que l'on plonge dans les abysses. A la base de la pyramide de la vie marine qui vit sur le fond, on trouve des algues et des plantes à fleurs : elles se développent surtout sur les fonds bien éclairés. La lumière permet la photosynthèse, moteur de toutes les plantes ! De 0 à 20 mètres, on trouve plus de 95 % des espèces végétales qui vivent sur le fond. Leur limite inférieure de répartition se situe entre 20 et 40 mètres de profondeur. Au-delà les algues deviennent très rares, chétives et petites. Plus bas (-100m) c'est l'obscurité totale : la présence d'algues est anecdotique. Les animaux littoraux fixés ou se déplaçant sur le fond (éponges, coraux, gorgones, vers, mollusques, oursins, poissons) sont nombreux et diversifiés entre 0 et -20 m. Au delà de 40 m, on trouve essentiellement des organismes filtreurs et beaucoup plus bas, d'autres espèces qui ne survivent que grâce à la pluie de matière organique ou de cadavres d'organismes du plancton, qui coulent.

L'oasis de vie marine qui borde notre littoral est donc très limité. On peut détailler ce patrimoine. Sur les 31 463 ha entre 0 et -20 m entre Menton et Martigues (ouest de Marseille) on trouve :

- 5 327 ha devant les Alpes-Maritimes et Monaco (116 km de littoral),
- 20 421 ha devant le Var (362 km de côtes),

- 5715 ha devant l'est des Bouches-du-Rhône : les côtes rocheuses entre La Ciotat et Martigues soit 107 km de littoral,
- 15 169 ha entre 0 et -10 m et 16 294 ha entre 10 et -20 m pour les 650 km de littoral de l'ensemble.

Ces chiffres ont été établis à partir du lisière de côte naturel, avant que l'homme ait modifié le trait de côte ; avant la construction des aménagements. Ceux-ci ont été inventoriés : il y en a 200 sur ce littoral, tous genres confondus (à partir de 1000 m<sup>2</sup> d'emprise sur la mer jusqu'aux ouvrages géants tels que l'aéroport de Nice ou les ports de Marseille). Ce sont les ports, les endiguages réalisés pour gagner du terrain (construction d'immeubles, de parkings, d'aéroport) et les plages alvéolaires. La surface de tous ces aménagements a été calculée. N'a été considérée que la surface de mer couverte (maintenant hors d'eau ou endiguée : le plan d'eau d'un port). Dans les deux cas la modification du milieu est totale et irréversible : les algues ne pousseront jamais hors de l'eau et les eaux des ports ne seront jamais propices aux écosystèmes naturels présents dans le même lieu avant l'aménagement. La somme de toutes ces surfaces est édifiante : 3149 hectares ont été détruits par les 200 ouvrages cumulés. Le taux de destruction de « l'oasis de vie marine » est donc de 10 %. On peut détailler cet impact direct :

- 653 ha détruits entre 0 et -20m par 60 ouvrages dans les Alpes-Maritimes et Monaco (12,3 %),
- 1 402 ha détruits dans le Var par 82 ouvrages (6,9 %),
- 1 094 ha détruits dans l'est des Bouches-du-Rhône par 51 ouvrages (19,1 %),
- Pour l'ensemble de la région étudiée 15,3 % ont été détruits entre 0 et -10m et 5,1 % entre 10 et 20 m.

3 149 hectares, 10 % de ce qui existait ! C'est énorme ! Toutes les pollutions classiques réunies (métaux lourds, pesticides, hydrocarbures, bactéries...) n'ont jamais détruit autant que les aménagements. Si on additionne les zones très appauvries autour de tous les émissaires urbains de cette côte on arrive difficilement à quelques dizaines d'hectares ! Il faut le reconnaître : le cumul des aménagements construits sur la mer représente de très loin la cause du principal impact négatif sur la vie sous-marine littorale.

Si on considère le facteur de réversibilité du dommage, la conclusion est identique. Ce qui est détruit par un port l'est irréversiblement. La vie ne reviendra pas devant l'ouvrage car soit elle y existe déjà (avant l'aménagement) et la superposition est impossible, soit c'est trop profond et se sera toujours trop profond (pas assez de lumière :

pas de vie végétale possible). Quant à évoquer la possible destruction volontaire d'un port au profit des algues : c'est du domaine de l'utopie ! A l'inverse pour les pollutions classiques, la réversibilité peut être évoquée. Après la construction d'une station d'épuration la qualité des eaux urbaines déversées permet la restauration naturelle des fonds autrefois soumis aux eaux polluées. De même les effets spectaculaires des accidents de déversements de produits pétroliers sont toujours limités dans l'espace et dans le temps : dix ans plus tard il est difficile de déceler leur impact.

La crise économique a considérablement refroidi les ardeurs des aménageurs. La parution de cet argumentaire et de ces chiffres dès la fin des années 1980 a certainement contribué à freiner la construction d'ouvrages sur la mer en Provence-Côte d'Azur. Depuis, les écosystèmes les plus fragiles et les plus riches sont protégés par un arrêté : plus question de construire sur les herbiers de plantes sous-marines à fleur (Posidonies, Cymodocées, Zostères). Cette simple mesure a conduit à l'abandon d'un grand nombre de projets.

D'autres chiffres qui relèvent de l'esthétique de la côte donnent matière à réflexion aux autorités soumises aux pressions des aménageurs :

Sur les 650 km de côtes de Provence - Côte d'Azur il y a maintenant 123 km de digues de ports ou de linéaire artificiel : 16,2 % de ce littoral n'est plus naturel !

Nous pouvons détailler cet impact « linéaire » :

- 29,3 km de littoral sont artificiels dans les Alpes-Maritimes et Monaco soit 25,2 %,
- 45,5 km dans le Var soit 12,6 %,
- 37,5 km dans l'est des Bouches-du-Rhône soit 21,8 %.

Il s'agit là, dans l'ensemble, d'un bel exemple de développement non durable : on ne peut plus continuer de la sorte. La côte n'est pas élastique et les écosystèmes sont chaque fois amputés ou altérés : c'est le cumul de cette atteinte irréversible qui est devenue maintenant trop importante. L'esthétique de la côte est aussi atteinte. Il faut ainsi choisir : soit profiter au maximum de ses prérogatives politiques et affairistes pour le profit à court terme en grignotant de nouvelles surfaces sur la mer, soit avoir la sagesse de considérer le patrimoine sous-marin comme universel et toute décision même locale comme prise pour toutes les générations ! Pour que cette voie d'un développement soutenable prédomine il faut avant tout mieux faire aimer et connaître la vie sous-marine littorale. On a beaucoup pris à la mer dans cette région ce

dernier demi-siècle : des fortunes ont été bâties grâce aux terrains soustraits à la mer et les plus belles unités de la planète y trouvent un mouillage aménagé dans un cadre de luxe. L'essentiel de l'activité touristique de cette région est liée à la mer. L'effort parallèle consenti par les bénéficiaires des terrains soustraits à la mer (concessionnaires, amodiataires, locataires ou utilisateurs des ouvrages gagnés sur la mer), pour protéger, valoriser, permettre l'étude et le suivi scientifique de la flore et de la faune doit tout juste atteindre le prix d'un grand yacht ces vingt dernières années ! Pour que la Côte d'Azur ne devienne pas synonyme de la *côte des ports* il faut vite changer de cap !

**Alexandre Meinesz**

Directeur du Laboratoire Environnement Marin Littoral  
(UMR CNRS 6540, Université de Nice Sophia Antipolis)